

LA PRÉSENTE CONVENTION DE DROITS D'INSCRIPTION est conclue en date du 20 août 2012

ENTRE : GROUPE CGI INC., société existant sous le régime des lois du Québec;

ET : CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC, existant sous le régime de la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (Québec).

ATTENDU QUE les Parties (tel que ce terme et les autres termes utilisés au préambule dont la première lettre est en majuscule sont définies aux présentes) souhaitent conclure la présente convention pour accorder, entre autres, à chaque Porteur les droits d'inscription y étant décrits en ce qui concerne les Titres à inscrire qu'il détient pour qu'ils soient placés conformément aux Lois sur les valeurs mobilières applicables de la manière qu'il peut indiquer selon les conditions de la présente convention;

PAR CONSÉQUENT, moyennant ce qui précède ainsi que les engagements et les ententes réciproques contenus aux présentes, dont chaque Partie reconnaît le caractère suffisant, les Parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Les définitions suivantes s'appliquent à la présente convention :

« **Actionnaires** » : signifie, à tout moment pertinent, les porteurs d'une ou de plusieurs Actions ou actions classe B (droits de vote multiples) du capital de la Société, tel qu'indiqué au registre de ces porteurs tenu par la Société.

« **Actions** » : signifie les actions subalternes classe A du capital-actions de la Société.

« **Autorité gouvernementale** » : signifie un tribunal ou autorité gouvernementale, ministère, département, commission, conseil, bureau, organisme ou intermédiaire du Canada, ou d'une province, d'un État, d'un territoire, d'un pays, d'une municipalité, d'une région ou d'un autre ressort politique, au pays ou à l'étranger, constitué ou existant actuellement ou à l'avenir et ayant ou étant censé avoir compétence sur les activités exercées par l'une des Parties.

« **Autorités en valeurs mobilières** » : a le sens qui lui est attribué à l'annexe A.

« **Avis d'entraînement** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.2.

« **Candidat de la CDPQ** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 4.1(1).

« **CDPQ** » : signifie la Caisse de dépôt et placement du Québec.

« **Conseil** » : signifie le conseil d'administration de la Société.

« **filiale** » : a le sens qui lui est attribué dans la LVMQ.

« **Frais** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.6.

« **Frais de vente** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.6(3).

« **Information fausse ou trompeuse** » : a le sens qui lui est attribué dans la LVMQ.

« **Inscription d'entraînement** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.2.

« **Inscription sur demande** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.1(1).

« **Jour ouvrable** » : signifie tout jour autre que les samedis, dimanches et jours fériés au Québec.

« **Lois sur les valeurs mobilières** » : signifie la LVMQ et toute autre loi semblable d'une autre province ou d'un autre territoire du Canada où la Société est ou devient émetteur assujetti ou l'équivalent.

« **LVMQ** » : signifie la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec), telle qu'elle peut être modifiée de temps à autre, ainsi que toute législation qui la remplace.

« **Obligations de Prospectus** » : signifie l'obligation d'établir un Prospectus et d'obtenir un visa pour celui-ci dans le cadre d'un placement de titres conformément à l'article 11 de la LVMQ, ainsi que les obligations équivalentes prévues dans d'autres Lois sur les valeurs mobilières.

« **Partie indemnisatrice** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 3.3.

« **Partie indemnisée** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 3.3.

« **Parties** » : signifie la Société, les Porteurs ainsi que leurs successeurs et ayants cause autorisés respectifs.

« **Personne** » : signifie toute personne physique ou morale, société par actions, société en commandite, société en nom collectif, société à responsabilité limitée, coentreprise, association, syndicat, entreprise individuelle, compagnie, fiducie, fiduciaire, exécuteur testamentaire, administrateur successoral ou autre ayant cause, banque, société de fiducie, caisse de retraite, fiducie commerciale ou autre organisation, que ce soit une entité juridique ou non, et toute Autorité gouvernementale.

« **Personnes vendeuses** » : a le sens qui lui est attribué à l'annexe A.

« **Placement** » : signifie tout placement d'Actions auprès du public au moyen d'un Prospectus conformément aux Lois sur les valeurs mobilières applicables de la province ou du territoire compétent au Canada.

« **Porteur** » : signifie la CDPQ ou l'un de ses ayants cause ou cessionnaires autorisés, qui est, au moment pertinent, porteur de Titres à inscrire.

« **Porteur initiateur** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.1(1).

« **Porteur intéressé** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.2.

« **Prospectus** » : signifie un prospectus ou prospectus provisoire, au sens de ces expressions dans la LVMQ, y compris ses modifications ou suppléments éventuels.

« **Société** » : signifie Groupe CGI inc.

« **sociétés du même groupe** » : a le sens qui lui est attribué dans le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*.

« **Successeur** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 5.3(1).

« **Titres à inscrire** » : signifie

- a) les Actions dont le Porteur a la propriété véritable ou sur lesquelles il exerce une emprise, notamment celles qu'il a acquises ou qui lui ont été émises à la date des présentes ou par la suite; et
- b) les Actions qui sont ou seront émises relativement aux Actions visées à l'alinéa a) ci-dessus à un Porteur dans le cadre de fractionnements d'actions, de dividendes en actions, de restructurations du capital ou d'autres opérations semblables;

ces Actions cessant d'être des Titres à inscrire dès lors qu'elles sont placées auprès du public dans le cadre d'un Placement ou vendues au public par l'intermédiaire d'un courtier ou d'un intermédiaire de marché conformément aux Lois sur les valeurs mobilières applicables.

« **Vente dispensée** » : a le sens qui lui est attribué au paragraphe 2.3.

1.2 Références aux Porteurs

Dans la présente convention, le terme « **Porteur** » comprend les sociétés du même groupe quand il s'agit d'établir s'il acquiert, se voit émettre, détient, a la propriété véritable, ou exerce une emprise sur des Actions ou des Titres à inscrire, ainsi que le nombre de pareils Actions ou Titres à inscrire.

1.3 Les titres de rubrique sont sans effet sur l'interprétation

La division de la présente convention en articles, paragraphes et autres parties ainsi que l'ajout des titres de rubrique ne servent qu'à en faciliter la consultation et sont sans effet sur le sens ou l'interprétation. Sauf indication contraire, la mention d'un « **article** » ou d'un « **paragraphe** » suivi d'un chiffre ou d'une lettre renvoie à l'article ou au paragraphe spécifié de la présente convention. Les termes « **la présente convention** », « **des présentes** », « **aux présentes** », « **aux termes des présentes** » et les termes semblables désignent la présente

convention, et non un article, un paragraphe ou une autre partie de la présente convention, et comprennent les conventions et instruments complémentaires ou accessoires à la présente convention.

1.4 Interprétation

Le singulier comprend le pluriel et inversement, et le masculin comprend le féminin et inversement. Les termes « **y compris** », « **notamment** », « **entre autres** » et le verbe « **comprendre** » n'ont pas de valeur limitative. Le renvoi à un document comprend le renvoi à ses annexes, à ses modifications et à ses compléments ainsi qu'à toute convention qui le remplace, le tout dans les limites permises dans pareil document.

1.5 Date applicable à des mesures

Si le jour où des mesures doivent être prises aux termes de la présente convention n'est pas un Jour ouvrable, les mesures doivent être prises le Jour ouvrable suivant.

1.6 Calcul des délais

Sauf indication contraire, les délais prévus dans la présente convention sont réputés débuter le lendemain de l'événement ayant déclenché le délai et se terminer à minuit (heure de Montréal) le dernier jour du délai, étant précisé que si le dernier jour du délai n'est pas un Jour ouvrable, le délai prend fin à minuit (heure de Montréal) le Jour ouvrable suivant.

1.7 Rigueur des délais

Les délais prévus dans la présente convention sont et demeurent de rigueur.

1.8 Annexe

Le préambule de la présente convention et l'annexe suivante font partie intégrante de la présente convention :

Annexe A — Formalités d'inscription

ARTICLE 2 DROITS D'INSCRIPTION

2.1 Droits d'Inscription sur demande

- (1) Un Porteur de Titres à inscrire (le « **Porteur initiateur** ») peut, en tout temps et de temps à autre, à condition d'avoir alors la propriété véritable ou d'exercer une emprise sur au moins 20 % des Actions en circulation, demander à la Société de déposer un ou plusieurs Prospectus et de prendre les autres mesures susceptibles d'être raisonnablement nécessaires pour faciliter le reclassement (placement secondaire) au Canada de la totalité ou d'une partie des Actions qu'il détient (l'« **Inscription sur demande** ») en avisant la Société par écrit de cette Inscription sur demande. Sous réserve des Lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société doit déployer les efforts commercialement raisonnables pour déposer un ou plusieurs Prospectus conformément aux Lois sur les valeurs

mobilières applicables afin de permettre le Placement de la totalité ou d'une partie des Titres à inscrire du Porteur initiateur dont l'Inscription sur demande a été requise. Les Parties doivent collaborer en temps opportun dans le cadre de ce reclassement, et les formalités décrites à l'annexe A s'appliquent.

(2) La Société n'est pas tenue d'effectuer :

- a) plus de deux Inscriptions sur demande d'un Porteur au cours d'une période de 12 mois, ni plus de quatre Inscriptions sur demande au total;
- b) une Inscription sur demande si la Société conclut de bonne foi que :
 - (i) selon le cas : (A) l'effet du dépôt d'un Prospectus risque de nuire à la capacité de la Société de réaliser une opération importante (notamment un financement, une acquisition, une restructuration ou une fusion), ou bien d'entamer ou de poursuivre des négociations ou des pourparlers s'y rapportant; ou (B) il existe alors des renseignements non publics importants sur la Société dont la divulgation serait défavorable à cette dernière; et
 - (ii) il est donc dans l'intérêt de la Société de reporter alors le dépôt d'un Prospectus;

auquel cas les obligations de la Société découlant du présent paragraphe 2.1 sont reportées pour une période maximale de 90 jours après réception de la demande du Porteur initiateur;

- c) une Inscription sur demande visant un nombre d'Actions censé générer un produit brut de moins de 250 000 000 \$ CA;
 - d) une Inscription sur demande avant le 90^e jour suivant la date où un visa a été délivré à la Société pour un Prospectus (définitif) qu'elle a déposé.
- (3) Toute demande que présente le Porteur initiateur conformément au paragraphe 2.1(1) doit :
- a) spécifier le nombre d'Actions que le Porteur initiateur a l'intention de placer et de vendre;
 - b) exprimer l'intention du Porteur initiateur de placer ou de faire placer pareilles Actions;
 - c) décrire la nature ou les méthodes du placement ou de la vente proposé ainsi que les provinces et les territoires du Canada où le placement sera effectué;
 - d) contenir l'engagement du Porteur initiateur de fournir tous les renseignements sur son portefeuille et le mode de placement proposé de celui-ci qui peuvent être

nécessaires pour que la Société puisse se conformer à toutes les Lois sur les valeurs mobilières applicables;

- e) spécifier si le placement et la vente sont réalisés au moyen d'un placement public par prise ferme.
- (4) Dans le cas d'un placement public par prise ferme lancé conformément au présent paragraphe 2.1, le Porteur initiateur est en droit de choisir le ou les chefs de file pour les Titres à inscrire à condition que pareil choix soit raisonnablement satisfaisant pour la Société. La Société a la possibilité de retenir les services des conseillers juridiques de son choix pour l'aider à s'acquitter de ses obligations découlant du présent article 2.
- (5) La Société est en droit d'inclure, dans toute Inscription sur demande, des Actions ou d'autres titres qui ne sont pas des Titres à inscrire représentant jusqu'à 15 % du nombre de Titres à inscrire assujettis à pareille inscription. Toutefois, si le ou les chefs de file limitent le nombre d'Actions ou bien le nombre ou le genre des autres titres pouvant faire partie du Placement parce que, selon leur jugement raisonnable, les Titres à inscrire ne peuvent être vendus de manière ordonnée dans une fourchette de prix raisonnablement acceptable pour le Porteur initiateur, le Placement sera composé d'Actions réparties au prorata entre le Porteur initiateur et la Société en fonction de leur nombre total proportionnel relatif d'Actions ou de Titres à inscrire dont l'inclusion dans le Placement a été requise (soit jusqu'à 15 % du nombre de Titres à inscrire assujettis à l'Inscription sur demande dans le cas de la Société).
- (6) Dans le cas d'un placement par prise ferme, le Porteur initiateur peut participer aux négociations des modalités de la convention de prise ferme. La participation du Porteur initiateur au placement par prise ferme et la réalisation de ce placement par la Société sont conditionnelles à ce que le Porteur initiateur convienne que les modalités de toute convention de prise ferme lui sont satisfaisantes, le tout à son entière discrétion.

2.2 Droits d'Inscription d'entraînement

Si la Société propose d'effectuer un Placement pour son propre compte ou si un Actionnaire existant propose d'effectuer un Placement au moyen d'un reclassement (placement secondaire), la Société avise alors sans délai par écrit les Porteurs de Titres à inscrire du Placement proposé (l'« **Avis d'entraînement** »). Sur demande écrite d'un Porteur de Titres à inscrire présentée dans les cinq Jours ouvrables suivant la mise à la poste de l'Avis d'entraînement, à condition que, au moment où l'Avis d'entraînement lui parvient, le Porteur ait la propriété véritable ou exerce une emprise sur au moins 15 % des Actions en circulation (le « **Porteur intéressé** »), la Société doit déployer les efforts commercialement raisonnables pour que, de concert avec le Placement proposé, soient incluses dans le Placement toutes les Actions dont les Porteurs intéressés ont requis l'inclusion conformément aux Lois sur les valeurs mobilières applicables, jusqu'à un maximum de 15 % du nombre d'Actions à placer dans le cadre de ce Placement, réparties au prorata, au besoin, entre les Porteurs intéressés selon le nombre de Titres à inscrire détenus par chacun (l'« **Inscription d'entraînement** »). Toutefois, si le ou les chefs de file limitent le nombre d'Actions ou bien le nombre ou le genre des autres titres pouvant faire partie du Placement parce que, selon leur jugement raisonnable, la totalité des Actions que la Société propose d'inclure dans le Placement ne peuvent être vendues de

manière ordonnée dans une fourchette de prix raisonnablement acceptable pour la Société, le Placement sera composé d'Actions et de Titres à inscrire répartis au prorata entre le Porteur intéressé et la Société en fonction de leur nombre total proportionnel relatif d'Actions et de Titres à inscrire dont l'inclusion dans le Placement a été requise (soit jusqu'à 15 % du nombre d'Actions à placer dans le cadre du Placement dans le cas du Porteur intéressé).

2.3 Ventes dispensées de Titres à inscrire

Dans le cadre de la vente, par leurs Porteurs, de Titres à inscrire au Canada aux termes d'une dispense des Obligations de Prospectus ou aux États-Unis aux termes de la *Rule 144A* prise en application de la *Securities Act of 1933* des États-Unis (une « **Vente dispensée** »), la Société doit, aux frais de ces Porteurs :

- a) déployer les efforts commercialement raisonnables pour aider tout Porteur et ses représentants à établir la documentation (incluant toute notice d'offre) nécessaire à la réalisation de la Vente dispensée; et
- b) à condition qu'une convention de confidentialité et de statu quo soit conclue selon les modalités usuelles, permettre à tout acheteur potentiel de Titres à inscrire dans le cadre de la Vente dispensée de mener un processus de vérification diligente raisonnable sur la Société et, sans que soit limitée la généralité de ce qui précède, mettre ses hauts dirigeants à la disposition de cet acheteur et déployer les efforts commercialement raisonnables pour mettre ses auditeurs et ses conseillers juridiques à la disposition de cet acheteur afin qu'ils répondent aux questions dans le cadre d'une ou de plusieurs séances de vérification diligente.

2.4 Placement aux États-Unis

Si la Société propose de déposer une déclaration d'inscription pour le placement d'Actions dans le public aux États-Unis, les Parties doivent, avant le placement, compléter la présente convention de façon à accorder aux Porteurs de Titres à inscrire les droits d'inscription permettant le placement d'Actions auprès du public aux États-Unis qui sont substantiellement équivalents aux droits d'inscription prévus dans la présente convention, notamment les droits d'inscription sur demande et les droits d'inscription d'entraînement à des modalités et conditions substantiellement équivalentes à celles stipulées respectivement aux paragraphes 2.1 et 2.2, et des dispositions relatives au paiement des frais et à l'indemnisation à des modalités et conditions substantiellement équivalentes à celles stipulées respectivement au paragraphe 2.6 et à l'article 3.

2.5 Retrait des Titres à inscrire

Tout Porteur initiateur ou Porteur intéressé est en droit de retirer sa demande d'inclusion de ses Titres à inscrire dans un Placement conformément au paragraphe 2.1 ou 2.2 en avisant la Société par écrit de sa demande de retrait, étant précisé que :

- a) la demande doit être présentée par écrit;

- b) le retrait est irrévocable et, une fois qu'il a effectué ce retrait, le Porteur de Titres à inscrire n'a plus aucun droit d'inclure ses Titres à inscrire dans le Placement visé par le retrait.

Cependant, le Porteur initiateur ou le Porteur intéressé qui, conformément au présent paragraphe 2.5, retire d'une Inscription sur demande ou d'une Inscription d'entraînement tous ses Titres à inscrire avant la signature d'une lettre ou d'une convention de prise ferme exécutoire et avant le dépôt d'un Prospectus provisoire à cet égard est réputé ne pas avoir procédé ni participé à pareille Inscription sur demande ou Inscription d'entraînement, selon le cas, y compris pour le nombre d'Inscriptions sur demande que la Société est tenue d'effectuer conformément à l'alinéa 2.1(2)a).

2.6 Frais

- (1) Dans le cas d'une Inscription sur demande effectuée aux termes du paragraphe 2.1, sont à la charge du Porteur initiateur tous les frais découlant de l'exécution ou du respect de ce paragraphe 2.1 par la Société, notamment : (i) les droits d'inscription à la cote de bourses canadiennes et américaines et les droits de dépôt auprès des Autorités en valeurs mobilières; (ii) les frais entraînés par le respect des Lois sur les valeurs mobilières; (iii) les frais d'impression et de reproduction; (iv) les frais de messenger et de livraison; (v) les frais engagés dans le cadre de toute tournée de présentation; (vi) les honoraires et les débours raisonnables d'un conseiller juridique canadien et d'un conseiller juridique américain de la Société ainsi que ceux d'un conseiller juridique canadien et d'un conseiller juridique américain du Porteur initiateur ou du Porteur intéressé, selon le cas; (vii) les honoraires et les débours de tous les experts-comptables indépendants (y compris les frais d'audit et de lettre d'accord présumé) ainsi que ceux de tout autre expert spécial dont la Société a retenu les services; (viii) les frais de traduction; et (ix) sous réserve du paragraphe 2.6(3), toute autre rémunération ou dépense des preneurs fermes habituellement payée par les émetteurs ou les vendeurs de titres (le tout étant appelé les « **Frais** » aux présentes). Toutefois, si la Société vend des Actions dans le cadre de l'Inscription sur demande, les Frais sont à la charge du Porteur initiateur et de la Société proportionnellement au produit brut que chacune de ces Personnes tire du Placement. Pour plus de certitude, les Frais applicables demeurent à la charge du Porteur initiateur qui effectue un retrait si un Placement d'Actions n'est pas autrement réalisé dans le cadre du Prospectus établi à sa demande initiale.
- (2) Dans le cas d'une Inscription d'entraînement qui est effectuée aux termes du paragraphe 2.2 et à laquelle la Société participe, cette dernière et les Porteurs intéressés assument les Frais proportionnellement au produit brut que chacune de ces Personnes tire du Placement.
- (3) Le Porteur initiateur ou le Porteur intéressé, selon le cas, paie toutes les escomptes et les commissions de placement ainsi que toutes taxes de transfert (les « **Frais de vente** ») attribuables aux Titres à inscrire qu'il vend, proportionnellement au produit brut qu'il tire de toute Inscription sur demande ou Inscription d'entraînement, selon le cas, et la Société paie tous les Frais de vente attribuables aux Actions qu'elle vend, le cas échéant, proportionnellement au produit brut qu'elle tire de toute Inscription sur demande ou Inscription d'entraînement, selon le cas.

- (4) Dans tous les cas, la Société assume ses frais internes (notamment les salaires et les frais de ses dirigeants et de ses employés s'acquittant de fonctions juridiques ou comptables).

ARTICLE 3 INDEMNISATION

3.1 Indemnisation par la Société

Dans le cadre de toute Inscription sur demande ou Inscription d'entraînement, la Société doit indemniser le Porteur initiateur et le Porteur intéressé, selon le cas, les sociétés du même groupe qu'eux, leurs administrateurs et dirigeants respectifs, ainsi que tous preneurs fermes agissant pour le compte de la Société, du Porteur initiateur ou du Porteur intéressé dans le cadre de pareille inscription, des pertes (sauf les pertes de profits), des obligations, des réclamations, des dommages-intérêts et des frais de quelque nature que ce soit, y compris les sommes payées en règlement d'une enquête, d'un litige, d'une poursuite ou d'une réclamation, conjoints ou solidaires, qui sont subis ou engagés par suite ou sur le fondement d'une déclaration fausse, réelle ou prétendue, sur un fait important contenue dans un Prospectus (ou l'une de ses modifications) visant des Titres à inscrire, y compris tous les documents y étant intégrés par renvoi, ou bien par suite ou sur le fondement de l'omission réelle ou prétendue d'un fait important devant y être déclaré ou nécessaire afin qu'une déclaration ne soit pas trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite. Toutefois, la Société ne peut être tenue responsable aux termes du présent paragraphe 3.1 du règlement d'une action intervenu sans son consentement écrit, consentement qu'elle ne peut refuser ni retarder déraisonnablement. Par ailleurs, l'indemnité prévue au présent paragraphe 3.1 ne s'applique pas aux pertes, aux obligations, aux réclamations, aux dommages-intérêts ni aux frais découlant d'une déclaration fausse ou bien d'une omission, réelle ou prétendue : (i) faite conformément aux renseignements que le Porteur initiateur, le Porteur intéressé ou le preneur ferme en cause, selon le cas, a fournis par écrit à la Société en spécifiant qu'il les fournit pour usage dans le Prospectus; (ii) figurant dans un Prospectus si le preneur ferme en cause n'a pas envoyé ni remis un exemplaire du Prospectus à la Personne invoquant ces pertes, ces obligations, ces réclamations, ces dommages-intérêts ou ces frais au plus tard à la remise de l'avis d'exécution écrit de la vente de titres visés par le Prospectus à cette Personne si le Prospectus (ou encore sa modification ou son supplément) corrigeait la déclaration fausse ou bien l'omission. Les avances que la Société accorde à une Partie indemnisée conformément au présent paragraphe 3.1 par suite de ces pertes lui sont remboursées si le tribunal conclut de façon définitive dans un jugement non susceptible d'appel ou de révision finale que la Partie indemnisée n'a pas droit à une indemnisation de la part de la Société.

3.2 Indemnisation par le Porteur initiateur et le Porteur intéressé

Dans le cadre de toute Inscription sur demande ou Inscription d'entraînement, le Porteur initiateur ou, selon le cas, le Porteur intéressé doit indemniser, chacun pour sa part (et non solidairement), la Société ainsi que les administrateurs et dirigeants de la Société des pertes (sauf les pertes de profits), des obligations, des réclamations, des dommages-intérêts et des frais de quelque nature que ce soit, y compris les sommes payées en règlement d'une enquête, d'un litige, d'une poursuite ou d'une réclamation, conjoints ou solidaires, qui sont subis ou engagés par suite ou sur le fondement d'une déclaration fausse, réelle ou prétendue, sur un fait important contenue dans un Prospectus (ou l'une de ses modifications) visant des Titres à

inscrire, ou bien par suite ou sur le fondement de l'omission réelle ou prétendue d'un fait important devant y être déclaré ou nécessaire afin qu'une déclaration ne soit pas trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, mais uniquement en ce qui concerne les déclarations fausses ou bien les omissions, réelles ou prétendues, faites dans le Prospectus (ou ses modifications) inclus conformément aux renseignements que le Porteur initiateur ou le Porteur intéressé, selon le cas, a fournis par écrit à la Société en spécifiant qu'il les fournit pour usage dans le Prospectus (ou ses modifications). Toutefois, le Porteur initiateur ou le Porteur intéressé, selon le cas, ne peut être tenu responsable aux termes du présent paragraphe 3.2 du règlement d'une action intervenu sans son consentement écrit, consentement qu'il ne peut refuser ni retarder déraisonnablement. Par ailleurs, l'indemnité prévue au présent paragraphe 3.2 ne s'applique pas aux pertes, aux obligations, aux réclamations, aux dommages-intérêts ni aux frais découlant d'une déclaration fausse ou bien d'une omission, réelle ou prétendue, contenue dans un Prospectus si la Société n'a pas envoyé ni remis un exemplaire du Prospectus à la Personne invoquant ces pertes, ces obligations, ces réclamations, ces dommages-intérêts ou ces frais au plus tard à la remise de l'avis d'exécution écrit de la vente de titres visés par le Prospectus à cette Personne si le Prospectus (ou encore sa modification ou son supplément) corrigeait la déclaration fausse ou bien l'omission. Les avances que le Porteur initiateur ou le Porteur intéressé accorde à une Partie indemnisée conformément au présent paragraphe 3.2 par suite de ces pertes lui sont remboursées si le tribunal conclut de façon définitive dans un jugement non susceptible d'appel ou de révision finale que la Partie indemnisée n'a pas droit à une indemnisation de la part du Porteur initiateur ou du Porteur intéressé, selon le cas.

3.3 Contestation de l'action par les Parties indemnisatrices

Chaque Partie ayant droit à une indemnisation aux termes du présent article 3 (la « **Partie indemnisée** ») avise la Partie qui doit l'indemniser (la « **Partie indemnisatrice** ») sans délai après avoir eu réellement connaissance d'une réclamation susceptible de faire l'objet d'une demande d'indemnisation, étant précisé que le fait de ne pas aviser ainsi la Partie indemnisatrice ne libère pas cette dernière de la responsabilité qu'elle pourrait avoir envers la Partie indemnisée conformément au présent article 3, sauf dans la mesure des dommages-intérêts réellement subis en raison du retard dans la notification. La Partie indemnisatrice assume la contestation de cette action, et retient les services des conseillers juridiques qu'elle choisit à la satisfaction raisonnable de la Partie indemnisée, et les frais sont à sa charge. La Partie indemnisée est en droit de retenir les services de ses propres conseillers juridiques dans pareil cas, mais les frais juridiques de ces conseillers sont à sa charge. Néanmoins, les frais sont à la charge de la Partie indemnisatrice dans les cas suivants : (i) la Partie indemnisatrice a donné son autorisation écrite pour que les services de ces conseillers juridiques soient retenus dans le cadre de la contestation de l'action; (ii) la Partie indemnisatrice n'a pas retenu les services de conseillers juridiques pour prendre en charge la contestation de l'action; ou (iii) la Partie indemnisée a conclu raisonnablement qu'elle ou elles pourraient invoquer des moyens de défense qui soient différents de ceux que la Partie indemnisatrice pourrait invoquer ou qui viennent en complément ou bien que sa représentation et celle de la Partie indemnisatrice par les mêmes conseillers juridiques serait inappropriée étant donné leurs intérêts divergents réels ou éventuels (auxquels cas la Partie indemnisatrice n'est pas en droit de diriger la contestation de l'action pour le compte de la Partie indemnisée). Dans le cadre de la contestation d'une telle réclamation ou d'un tel litige, aucune Partie indemnisatrice ne peut consentir, sauf avec le

consentement de chaque Partie indemnisée, à l'inscription d'un jugement ou à la conclusion d'un règlement qui n'est pas inconditionnellement subordonnée à l'obligation, pour le demandeur, de libérer cette Partie indemnisée de toute responsabilité à l'égard de cette réclamation ou de ce litige.

3.4 Contribution

Si une Partie qui aurait été une Partie indemnisée aux termes du présent article 3 ne peut se prévaloir de l'indemnisation qui y est prévue en ce qui concerne des pertes, des obligations, des réclamations, des dommages-intérêts et des frais dont il est question aux présentes, alors chaque Partie qui aurait été une Partie indemnistrice aux termes des présentes doit, au lieu d'indemniser cette Partie indemnisée, contribuer à la somme payée ou payable par la Partie indemnisée en raison de ces pertes, obligations, réclamations, dommages-intérêts et frais selon une proportion suffisante pour refléter la faute relative de la Partie indemnistrice, d'une part, et de la Partie indemnisée, d'autre part, relativement à la déclaration ou à l'omission qui a entraîné ces pertes, obligations, réclamations, dommages-intérêts et frais, et selon les autres considérations équitables pertinentes. La faute relative est établie notamment selon que la déclaration fausse, réelle ou prétendue, sur un fait important ou que l'omission, réelle ou prétendue, d'un fait important a trait aux renseignements donnés par la Partie indemnistrice ou la Partie indemnisée ainsi que selon l'intention relative des Parties et la mesure dans laquelle elles avaient connaissance de ces renseignements, avaient accès à ceux-ci et ont eu l'occasion de corriger ou d'empêcher la déclaration ou l'omission. La Société, le Porteur initiateur et le Porteur intéressé conviennent qu'il ne serait pas équitable que la contribution prévue par le présent paragraphe 3.4 soit établie par une attribution proportionnelle ou un autre mode d'attribution qui ne tient pas compte des considérations équitables dont il est question précédemment dans le présent paragraphe 3.4.

3.5 Informations fausses ou trompeuses

Une Personne qui est coupable d'avoir présenté des Informations fausses ou trompeuses n'a pas droit à une contribution de la part d'une Personne qui n'est pas coupable d'avoir présenté des Informations fausses ou trompeuses.

3.6 Limite de l'indemnisation par le Porteur initiateur et le Porteur intéressé

Malgré toute disposition de la présente convention ou d'une autre convention, le Porteur initiateur et le Porteur intéressé ne peuvent en aucun cas être tenus responsables de l'indemnisation prévue aux présentes pour un montant supérieur au produit net que l'un ou l'autre, selon le cas, reçoit dans le cadre d'un Placement donné de Titres à inscrire.

ARTICLE 4 ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ

4.1 Droits de nomination au Conseil

- (1) Pour la durée de la présente convention, la CDPQ a le droit, selon les modalités et sous réserve des conditions prévues par le présent article 4 et les Lois sur les valeurs mobilières applicables, de recommander à la Société un candidat (le « **Candidat de la**

CDPQ ») pour faire partie de la liste des candidats aux postes d'administrateurs proposés par la Société qui est incluse dans une circulaire de sollicitation de procurations relative à l'élection des administrateurs de la Société, pourvu que les conditions suivantes soient remplies :

- a) le Candidat de la CDPQ ne doit pas avoir de relation importante (au sens du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*) avec la Société ou la CDPQ, et ne doit pas, pour plus de certitude, être un employé ou un administrateur de la CDPQ;
 - b) le Candidat de la CDPQ doit être autorisé par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) et les statuts de la Société à agir comme administrateur de celle-ci;
 - c) la désignation du Candidat de la CDPQ doit faire l'objet d'une recommandation favorable du Comité de régie d'entreprise de la Société, agissant raisonnablement et tenant compte du profil et de l'expertise voulus pour un administrateur « indépendant » de la Société;
 - d) le Candidat de la CDPQ peut être l'un des administrateurs « indépendants » actuels de la Société; et
 - e) le droit de la CDPQ de désigner le Candidat de la CDPQ prend fin à la date à laquelle la CDPQ cesse d'avoir la propriété véritable ou d'exercer une emprise sur au moins 15 % des Actions en circulation.
- (2) La Société doit aviser la CDPQ de son intention de tenir une assemblée annuelle des Actionnaires au moins 45 jours avant la mise à la poste de sa circulaire de sollicitation de procurations relative à cette assemblée. La CDPQ peut aviser la Société de sa recommandation pour le Candidat de la CDPQ conformément au paragraphe 4.1(1) en tout temps, mais au moins 15 jours avant cette mise à la poste.
- (3) Sous réserve des conditions prévues au présent article 4, avant la première assemblée annuelle des Actionnaires qui suit la date de la présente convention, ou si la Personne physique recommandée à titre de Candidat de la CDPQ cesse d'être un administrateur de la Société ou si le poste de Candidat de la CDPQ devient autrement vacant, la CDPQ a le droit de recommander une autre Personne physique à titre de Candidat de la CDPQ, que la Société doit nommer sans délai au Conseil et dont le mandat prendra fin à la clôture de l'assemblée annuelle des Actionnaires qui suit.

4.2 Inscription des Actions

La Société doit maintenir l'inscription des Actions à la cote de la Bourse de Toronto et de la Bourse de New York, et doit déposer, dans les délais requis, les documents prescrits par les Lois sur les valeurs mobilières applicables, la législation américaine en valeurs mobilières et les règles de ces bourses.

ARTICLE 5 GÉNÉRALITÉS

5.1 Autonomie des dispositions

Si une modalité ou une autre disposition de la présente convention est invalide, illégale ou non exécutoire aux termes de toute règle ou loi ou de l'ordre public, toutes ses autres modalités et dispositions demeurent néanmoins pleinement en vigueur tant que le contenu économique ou juridique des opérations qui y sont envisagées n'est pas touché d'une façon défavorable importante pour une Partie. Si une modalité ou une autre disposition est jugée invalide, illégale ou non exécutoire, les Parties à la présente convention doivent négocier de bonne foi afin de modifier la présente convention de façon à concrétiser autant que possible leur intention initiale d'une façon acceptable pour permettre que les opérations qui y sont envisagées soient réalisées dans toute la mesure du possible.

5.2 Application

La présente convention lie les Parties aux présentes ainsi que leurs successeurs et ayants cause respectifs, ou ayants cause autorisés respectifs, comme le prévoit le paragraphe 5.4, et elle s'applique à leur avantage.

5.3 Successeur

- (1) Sous réserve du paragraphe 5.3(3), la Société ne peut réaliser une opération (que ce soit au moyen d'une restructuration, d'une réorganisation, d'un plan d'arrangement, d'un regroupement, d'une fusion, d'un transfert, d'une vente, d'une location ou d'une autre opération) par suite de laquelle la totalité ou la quasi-totalité de son entreprise, de ses biens et de ses actifs appartiendrait à une autre Personne ou, dans le cas d'une fusion, à la Personne issue de la fusion, sauf si les conditions suivantes sont remplies :
 - a) cette autre Personne (le « **Successeur** »), par effet de la loi, devient liée par les modalités et les dispositions de la présente convention ou, si ce n'est pas le cas, elle signe, avant ou pendant la réalisation de cette opération, une convention complémentaire aux présentes et les autres documents (le cas échéant) qui sont raisonnablement nécessaires ou souhaitables pour attester que le Successeur prend en charge la responsabilité de toutes sommes à payer aux termes des présentes, qu'il s'engage à payer ces sommes et qu'il convient de respecter et d'exécuter l'ensemble des engagements et des obligations de la Société qui découlent de la présente convention; et
 - b) cette opération est réalisée selon des modalités et conditions qui permettent de conserver substantiellement les droits, devoirs et pouvoirs des autres Parties prévus aux présentes et de ne pas y porter atteinte à un égard important.
- (2) Si le paragraphe 5.3(1) l'exige et que les conditions qui y sont stipulées sont dûment remplies, le Successeur et les autres Parties aux présentes doivent signer et remettre les conventions complémentaires indiquées précédemment et, dès lors, le Successeur est assujéti à toutes les obligations de la Société et est investi de tous les droits et pouvoirs

qui découlent de la présente convention et peut exercer ces derniers au nom de la Société ou autrement, et les administrateurs ou les dirigeants du Successeur peuvent prendre les mesures que la Société ou ses dirigeants doivent prendre aux termes de la présente convention.

- (3) Aucune disposition des présentes ne saurait être interprétée comme interdisant la fusion ou une opération semblable d'une filiale en propriété exclusive directe ou indirecte de la Société avec la Société, ou encore la liquidation ou la dissolution d'une filiale en propriété exclusive de la Société, pourvu que tous les actifs de cette filiale soient transférés à la Société ou à une autre filiale en propriété exclusive directe ou indirecte de la Société.

5.4 Cession

Les Porteurs de Titres à inscrire ne peuvent céder la présente convention sans le consentement écrit de la Société. Toutefois, un Porteur de Titres à inscrire peut, sans le consentement de la Société mais moyennant un avis préalable à celle-ci, céder la présente convention, en totalité ou en partie, à une Personne qui lui achète des Titres à inscrire, et, une fois que ce cessionnaire a consenti par écrit à être lié par la présente convention, il a droit aux avantages qui en découlent et est lié par toutes ses modalités comme s'il en était signataire original. Par ailleurs, pour plus de certitude, la CDPQ ne peut céder les droits de nomination au Conseil énoncés dans l'article 4, et aucun cessionnaire ne peut devenir titulaire de ces droits. La Société ne peut céder la présente convention sans le consentement écrit des Porteurs de Titres à inscrire.

5.5 Modifications

On ne peut modifier la présente convention ni renoncer à ses dispositions qu'au moyen d'une convention écrite signée par toutes les Parties.

5.6 Résiliation

La présente convention entre en vigueur à la date indiquée sur la première page des présentes et reste en vigueur jusqu'à la première des dates suivantes :

- a) la date à laquelle la présente convention est résiliée par le consentement mutuel des Parties; et
- b) la date à laquelle un Porteur cesse d'avoir la propriété véritable ou d'exercer une emprise sur au moins 15 % des Actions en circulation, mais seulement en ce qui concerne ce Porteur.

Cependant, dans tous les cas, les dispositions du paragraphe 2.6, de l'article 3 et du présent article 5 survivent à la résiliation de la présente convention et continuent de produire leurs effets.

5.7 Autres garanties

Les Parties doivent, de temps à autre, signer, remettre ou faire en sorte que soient signés ou remis les autres documents qui peuvent être nécessaires pour donner effet à la présente convention.

5.8 Avis

Les avis et les autres communications prévus par la présente convention sont faits par écrit et sont réputés donnés s'ils sont remis en mains propres aux Parties aux adresses suivantes (ou à une autre adresse que la Partie indique dans un tel avis) :

- a) À l'intention de la Société :

Groupe CGI inc.
1130, rue Sherbrooke Ouest
7^e étage
Montréal (Québec) H3A 2M8
Aux soins de : R. David Anderson, vice-président exécutif et chef de la direction financière

Avec copie à :

Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.
La Tour de la Bourse
C.P. 242, bureau 3700
Montréal (Québec) H4Z 1E9
Aux soins de : Robert Paré et Michel Boislard

- b) À l'intention de la CDPQ :

Caisse de dépôt et placement du Québec
1000, place Jean-Paul-Riopelle
Montréal (Québec) H2Z 2B3
Aux soins de : Normand Provost, premier vice-président, Placements privés et chef de l'exploitation et Alain Tremblay, directeur Investissements, Industries manufacturières

Avec copie à :

Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l.
1155, boul. René-Lévesque Ouest
40^e étage
Montréal (Québec) H3B 3V2
Aux soins de : Jean Marc Huot et Pierre-Yves Leduc

Les avis ou autres communications remis en mains propres sont réputés donnés et reçus au moment de leur remise, sauf si cette date n'est pas un Jour ouvrable, auquel cas ils sont réputés donnés et reçus le Jour ouvrable suivant.

5.9 Exemplaires

La présente convention peut être signée en un ou en plusieurs exemplaires, dont chacun est considéré comme un original et qui, collectivement, sont réputés constituer une seule et même convention. Les Parties peuvent signer l'original ou un fac-similé de la présente convention et acceptent toute signature reçue par télécopieur comme signature originale des Parties. Toutefois, la Partie qui fournit sa signature de cette manière doit remettre aux autres Parties dans les meilleurs délais l'exemplaire original signé de la présente convention.

5.10 Lois applicables

La présente convention est interprétée et appliquée conformément aux lois en vigueur au Québec.

5.11 Tribunaux compétents

Chaque Partie convient qu'une action ou instance attribuable ou liée à la présente convention peut être intentée devant les tribunaux du Québec, renonce à contester, maintenant ou à l'avenir, la compétence des tribunaux devant instruire l'action ou l'instance, se soumet irrévocablement à la compétence de ces tribunaux dans le cadre de pareille action ou instance, convient d'être liée par tout jugement rendu par ces tribunaux et de ne pas tenter, et renonce par les présentes à tenter, de soumettre un tel jugement à un examen sur le fond par les tribunaux d'un autre territoire et nomme par les présentes la Société, à son principal établissement situé au Québec, à titre de fondé de pouvoir pour la signification d'actes de procédure.

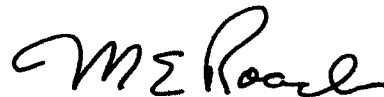
5.12 Recours

Chaque Partie reconnaît que son inobservation ou son inexécution des engagements et des conventions contenus aux présentes causerait à l'autre Partie des dommages qui risquent de ne pas être réparés adéquatement par une indemnité pécuniaire. Par conséquent, chaque Partie aux présentes convient qu'elle a, en plus de tous les autres recours en droit ou en equity dont elle peut se prévaloir en cas d'inobservation ou d'inexécution par l'autre Partie de ses engagements découlant des présentes, le droit de demander à un tribunal compétent de lui accorder une réparation convenable, notamment au moyen d'une ordonnance de non-communication, d'une injonction ou d'une ordonnance d'exécution en nature, pour assurer le respect de la présente convention par chaque Partie.

[Le reste de la page est laissé en blanc intentionnellement.]

EN FOI DE QUOI, les Parties aux présentes ont dûment fait signer la présente convention à la date indiquée précédemment.

GROUPE CGI INC.



Nom : Michael E. Roach

Fonction : Président et chef de la direction



Nom : R. David Anderson

Fonction : Vice-président exécutif et chef de la direction financière

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU
QUÉBEC

Nom :

Fonction :

Nom :

Fonction :

EN FOI DE QUOI, les Parties aux présentes ont dûment fait signer la présente convention à la date indiquée précédemment.

GROUPE CGI INC.

Nom : Michael E. Roach
Fonction : Président et chef de la direction

Nom : R. David Anderson
Fonction : Vice-président exécutif et chef de la direction financière

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC



Nom :
Fonction :



Nom :
Fonction :

ANNEXE A FORMALITÉS D'INSCRIPTION

(1) Formalités d'inscription

Dans le cadre de ses obligations d'inscription découlant de la présente convention, la Société doit déployer les efforts commercialement raisonnables pour viser le Placement de Titres à inscrire d'un Porteur (les « **Personnes vendeuses** ») et, dans ce but, elle doit faire ce qui suit dans les meilleurs délais :

- a) établir et déposer auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes compétentes (collectivement, les « **Autorités en valeurs mobilières** ») un Prospectus provisoire et un Prospectus relatifs à l'Inscription sur demande ou à l'Inscription d'entraînement pertinente, y compris l'ensemble des pièces et des états financiers dont les Autorités en valeurs mobilières exigent qu'ils soient déposés avec ces Prospectus, et déployer les efforts commercialement raisonnables pour que le Prospectus provisoire et le Prospectus soient visés; en outre, la Société fournit à chaque Personne vendeuse et aux preneurs fermes chefs de file, le cas échéant, des exemplaires de ces Prospectus ainsi que des modifications ou suppléments, en leur forme déposée auprès des Autorités en valeurs mobilières, en même temps que le dépôt de ces Prospectus, des modifications ou des suppléments;
- b) établir et déposer auprès des Autorités en valeurs mobilières les modifications du Prospectus provisoire et du Prospectus qui pourraient être nécessaires à la réalisation du Placement de tous les Titres à inscrire et comme le requièrent la LVMQ ou les dispositions applicables des Lois sur les valeurs mobilières;
- c) permettre aux Personnes vendeuses, à chacun des preneurs fermes chefs de file, le cas échéant, et à leurs représentants respectifs, de faire ce qui suit :
 - (i) participer entièrement à la rédaction du Prospectus provisoire et du Prospectus relatifs à l'Inscription sur demande ou à l'Inscription d'entraînement pertinente, y compris l'ensemble des pièces et des états financiers dont les Autorités en valeurs mobilières exigent qu'ils soient déposés avec ces Prospectus;
 - (ii) mener un processus de vérification diligente raisonnable sur la Société afin de permettre à ces Personnes de signer toute attestation requise aux termes des Lois sur les valeurs mobilières applicables et, sans que soit limitée la généralité de ce qui précède, faire en sorte que les membres de sa haute direction, et déployer les efforts commercialement raisonnables pour que ses auditeurs et ses conseillers juridiques, soient disponibles pour répondre à des questions dans le cadre d'une ou de plusieurs séances de vérification diligente;
- d) informer les Personnes vendeuses et les preneurs fermes chefs de file, le cas échéant, et (sur demande) confirmer l'information par écrit, dès que possible

après que la Société a été avisée : (i) du moment de l'obtention du visa ou du dépôt du Prospectus provisoire et du Prospectus ou de toute modification de ceux-ci (un exemplaire de ces documents devant être fourni aux Personnes vendeuses et aux preneurs fermes chefs de file, le cas échéant); (ii) de toute demande par les Autorités en valeurs mobilières de modification du Prospectus provisoire ou du Prospectus ou de renseignements supplémentaires; (iii) de la délivrance par les Autorités en valeurs mobilières d'une interdiction d'opérations se rapportant au Prospectus ou d'une ordonnance interdisant ou suspendant l'utilisation d'un Prospectus provisoire ou d'un Prospectus ou bien de l'amorce ou de la menace de mesures à ces fins; (iv) de la réception par la Société d'un avis relativement à la suspension de l'admissibilité des Titres à inscrire à des fins de placement ou de vente dans un territoire ou bien de l'amorce ou de la menace de mesures à cette fin;

- e) aviser sans délai les Personnes vendeuses et les preneurs fermes chefs de file, le cas échéant, à tout moment pendant la période de Placement, lorsque la Société apprend qu'il est survenu un événement qui fait en sorte que le Prospectus provisoire ou le Prospectus contient une déclaration fausse sur un fait important ou omet un fait important nécessaire pour que la déclaration qui y est faite (dans le cas du Prospectus provisoire ou du Prospectus, compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite) ne soit pas trompeuse au moment de la remise du Prospectus provisoire ou du Prospectus ou s'il devient nécessaire, pour une autre raison, pendant cette période de modifier ou de compléter le Prospectus provisoire ou le Prospectus pour se conformer aux Lois sur les valeurs mobilières et, dès que possible par la suite dans l'un ou l'autre de ces cas, établir et déposer auprès des Autorités en valeurs mobilières et fournir sans frais aux Personnes vendeuses et aux preneurs fermes chefs de file, le cas échéant, un supplément ou une modification du Prospectus provisoire ou du Prospectus qui corrige la déclaration ou l'omission ou rétablit la conformité;
- f) déployer les efforts commercialement raisonnables pour que soit levée toute interdiction d'opérations ou autre ordonnance suspendant l'utilisation d'un Prospectus provisoire ou d'un Prospectus ou l'admissibilité des Titres à inscrire faisant l'objet du Prospectus;
- g) fournir sans frais à chaque Personne vendeuse et preneur ferme chef de file un exemplaire signé et autant de copies certifiées conformes qu'ils peuvent raisonnablement demander du Prospectus et de ses modifications, y compris les états financiers, les annexes et tous les documents qui y sont intégrés par renvoi, et donner aux Personnes vendeuses et à leurs conseillers juridiques l'occasion d'examiner le Prospectus et de donner leurs commentaires sur celui-ci à la Société;
- h) remettre sans frais aux Personnes vendeuses et aux preneurs fermes, le cas échéant, autant d'exemplaires du Prospectus provisoire et du Prospectus et des modifications ou suppléments de ceux-ci que ces Personnes peuvent raisonnablement demander (étant entendu que la Société consent à l'utilisation

du Prospectus provisoire et du Prospectus ou des modifications de ceux-ci par l'ensemble des Personnes vendeuses et des preneurs fermes, le cas échéant, dans le cadre du placement et de la vente des Titres à inscrire faisant l'objet du Prospectus provisoire et du Prospectus ou des modifications ou suppléments de ceux-ci) et des autres documents que les Personnes vendeuses peuvent raisonnablement demander afin de faciliter l'aliénation des Titres à inscrire par cette Personne;

- i) au plus tard à la date à laquelle les Autorités en valeurs mobilières compétentes délivrent un visa pour le Prospectus, déployer les efforts commercialement raisonnables pour rendre admissibles les Titres à inscrire à des fins de placement et de vente en vertu des Lois sur les valeurs mobilières de chaque province ou autre territoire du Canada et collaborer avec les Personnes vendeuses, le preneur ferme chef de file et le placeur pour compte, le cas échéant, et leurs conseillers juridiques respectifs dans ce but, selon ce que demandent raisonnablement par écrit ces Personnes, ce preneur ferme ou ce placeur pour compte; toutefois, la Société n'est pas tenue d'obtenir l'autorisation générale de faire affaire dans un territoire où elle n'y est pas alors autorisée ou de prendre des mesures qui l'assujettiraient à la signification d'actes de procédure en général dans un territoire où elle n'y est pas alors assujettie;
- j) dans le cadre d'un placement par prise ferme, conclure des conventions usuelles, y compris une convention de prise de ferme aux conditions normales du marché;
- k) dès que possible après le dépôt auprès des Autorités en valeurs mobilières d'un document intégré par renvoi dans le Prospectus, fournir des exemplaires de ce document aux conseillers juridiques des Personnes vendeuses et aux preneurs fermes chefs de file, le cas échéant;
- l) déployer les efforts commercialement raisonnables afin d'obtenir un avis juridique usuel adressé aux Personnes vendeuses.

(2) Obligations des Porteurs

La Société peut exiger que chaque Personne vendeuse à l'égard de laquelle on demande une inscription aux termes des présentes fournisse à la Société les renseignements sur le Placement des Titres à inscrire et les autres renseignements sur cette Personne et sa propriété d'Actions que la Société peut demander raisonnablement par écrit. Chacune de ces Personnes convient de fournir ces renseignements à la Société et de collaborer avec elle au besoin pour lui permettre de se conformer aux dispositions de la présente convention. Les Personnes vendeuses doivent aviser immédiatement la Société de la survenance d'un événement qui fait en sorte que les Prospectus susmentionnés comprennent une déclaration fausse sur un fait important ou omet un fait important devant y être déclaré ou nécessaire afin qu'une déclaration ne soit pas trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite.